

Florange: ArcelorMittal bloqué par les métallos

L'usine ArcelorMittal de Florange était entièrement bloquée hier matin par des ouvriers du site.

Objectif: «Maintenir la pression sur la direction» mais également «sur le ministre du Redressement productif», Arnaud Montebourg.



(PHOTO: AFP)

Une cinquantaine d'ouvriers ont pris position hier vers 6 h 30 devant les trois entrées de l'usine, bloquant l'accès aux locaux administratifs, aux expéditions à Sainte-Agathe et au train à chaud au passage à niveau de Dapisch. C'est

la première fois depuis le début du conflit, fin février, que les trois portes de l'usine mosellane sont bloquées simultanément, à l'appel d'une intersyndicale CFDT-CGT-FO. Le mouve-

ment devrait se poursuivre jusqu'à au moins 21 heures: «Il s'agit bien sûr de maintenir la pression sur la direction», a expliqué le responsable de la CGT, Edouard Martin. «Mais c'est également

un avertissement à (M.) Montebourg dont la mission d'expertise est en train de mal tourner», a-t-il ajouté.

Cette mission doit notamment analyser les perspectives du marché européen et mondial de l'acier et rendre ses conclusions le 31 juillet.

«Les experts du gouvernement sont en train de nous dire que Florange pourrait tourner sans le train à chaud. C'est exactement ce que dit (Lakshmi) Mittal», a déclaré M. Martin. «Nous ne voulons pas de cette solution», a-t-il ajouté. //

ArcelorMittal: plan social négocié à Liège

La phase 2 de la procédure Renault a débuté dans l'usine ArcelorMittal Liège. Elle signifie le début des négociations d'un plan social.

Les syndicats d'ouvriers d'ArcelorMittal à Liège sont furieux. Ils estiment que leur direction a bâclé l'étude de leurs propositions pour sauver la filière liquide.

Lors du Conseil d'entreprise extraordinaire réuni le 25 juin, la direction a décidé d'entamer la phase 2 de la procédure. Autrement dit:

l'enclenchement de la négociation d'un plan social. Sur le refus des propositions syndicales, la direction a mis en avant une nécessité de rarefier des produits trop présents pour arranger la situation que connaît actuellement l'usine.

Désormais, les syndicats ont jusqu'à fin juillet pour préparer un plan de sauvetage crédible. Un délai qu'ils estiment trop court, appelant les autorités locales à faire pression sur ArcelorMittal pour l'allonger. //